

## **C'est une rentrée catastrophique qui s'annonce !**

Les parents du Conseil Local FCPE Callot considèrent que la rentrée 2010 s'annonce catastrophique au lycée Callot, dans tous les établissements de Vandoeuvre et au plan National.

**Suppressions de postes et budgets en baisse, réforme du lycée, réforme de la formation des enseignants, attaque répétées contre les principes de la laïcité : ces sujets sont liés et sont les motifs principaux de mécontentement des parents de la FCPE.**

### **Suppressions de postes et budgets en baisse :**

Comment croire que le gouvernement veut faire mieux, alors qu'il commence par faire moins. Des dizaines de milliers de postes supprimés en quelques années, des DHGs en baisse continue ont déjà des conséquences lourdes que les parents constatent au quotidien et dans tous les conseils de classes : classes de plus en plus chargées, options supprimées, remplacements non assurés, dégradation croissante des conditions de vie et de travail des élèves, diminution du nombre de surveillants ...

Malgré ces constats, le Ministère persévère pour nous présenter cette année des propositions tout simplement inacceptables sur l'ensemble de la ville de Vandoeuvre : des classes perdues dans tous les collèges, des profs en moins dans les collèges et au Lycée, des moyens d'enseignement en nette baisse malgré des effectifs en stabilité.

**Ces nouvelles baisses sont inacceptables. Nous considérons qu'elles mettent en péril le fonctionnement des établissements. Nous n'acceptons pas que les enfants et les jeunes de la ville en soient les victimes.**

### **Réforme du lycée :**

En lieu et place d'une réforme, on nous propose une réformette bien loin des attentes de l'ensemble de la communauté éducative. Cette réforme ne répond pas aux besoins et aux défis à relever pour transformer et améliorer notre lycée pour construire une école plus juste, plus démocratique et plus ambitieuse pour la jeunesse du pays.

### **Réforme de la Formation des enseignants**

Enseigner est un métier qui s'apprend !

La réforme imposée par le ministère, dénoncée par tous les acteurs de la communauté éducative, fait réellement l'unanimité contre elle. Présentée comme une volonté d'améliorer le niveau de formation des enseignants, c'est en fait le contraire qui est annoncé : quasi disparition de la formation professionnelle en alternance, haro sur la pédagogie, volume horaire de formation disciplinaire en baisse ...

Il est vain de vouloir réformer le Lycée, développer l'accompagnement des élèves, promouvoir l'École numérique, faire acquérir à tous un « socle commun de connaissances et de compétences » si on ne se donne pas les moyens de qualifier les enseignants pour ces

missions !

En réalité, cette réforme répond à d'autres objectifs : budgétaires, grâce à la suppression de 18000 postes de fonctionnaires stagiaires dans l'EN, idéologiques, en niant l'apport de la pédagogie, économiques, en dissociant formation et emploi afin de créer un marché du travail de l'enseignement.

### **Laïcité:**

Aujourd'hui, le service public et laïque d'éducation n'est plus une priorité de l'état. La priorité semble être de préparer le terrain et faire de la place à l'enseignement privé, essentiellement confessionnel.

Les nombreuses décisions ministérielles le montrent :

- fragilisation du service public au travers des baisse de moyens,
- aides publiques concédées aux établissements privés (à 95% catholiques) qui n'ont jamais été aussi élevées,
- la loi Carle qui amplifie le financement de la concurrence au service public et conforte la logique de « marché » scolaire,
- suppression de la sectorisation, qui transforme les parents d'élèves en consommateurs d'école,
- le développement du privé par le plan banlieue, là où les besoins du service public sont les plus criants, là où la ségrégation sociale est la plus forte,
- les accords « Kouchner Vatican » de reconnaissance des diplômes universitaires au bénéfice des instituts catholiques, projets de financement par l'état de l'enseignement supérieur privé.

**Les élus FCPE voteront contre ces DHGs lamentables et inacceptables dans tous les Conseils d'Administration auxquels ils participeront.**

**Nous soutenons, et nous nous associons pleinement, à l'action de protestation initiée par les enseignants du Lycée.**

**Nous souhaitons continuer et nous engager dans d'autres actions, avec l'ensemble des parents, des enseignants et de toutes les personnes concernées par l'éducation, afin de faire entendre notre position.**